

Il faut réparer le réseau scolaire, clame l'APPM

Marie-Ève Martel (<http://www.ledevoir.com/auteur/marie-eve-martel>)

Collaboration spéciale

30 août 2025



Photo: iStock Malgré la réallocation de 540 millions de dollars dans le réseau scolaire, la charge de travail des enseignants demeure trop élevée, leur travail peu reconnu et leur latitude décisionnelle faible, dénonce l'APPM.

Ce texte fait partie du cahier spécial [Syndicalisme](https://www.ledevoir.com/cahiers-speciaux/2025-08-30/syndicalisme?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) (https://www.ledevoir.com/cahiers-speciaux/2025-08-30/syndicalisme?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)

Malgré les gains obtenus par les enseignants au terme de la négociation des conventions collectives en début 2024, le système d'éducation manque énormément d'amour, soutient l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal (APPM).

Cela fait maintenant plusieurs années que l'exode des professeurs du système scolaire est documenté et l'on sait notamment que le problème est particulièrement marqué à Montréal. Et ce, depuis une décennie, soutient la présidente de l'APPM, Catherine Beauvais-St-Pierre, qui parle littéralement de « désertion ».

« Nous, des rentrées catastrophes où il manque de profs, on en vit depuis plusieurs années », laisse-t-elle entendre, ajoutant que la pénurie de main-d'œuvre dans les écoles touche également le personnel de soutien et les professionnels.

Une question de confiance

Les raisons qui poussent ces travailleurs à démissionner sont bien connues dans le réseau, et documentées. « Les enseignants vivent de la détresse psychologique, avance M^{me} Beauvais-St-Pierre. La charge de travail est trop élevée, il y a une trop faible reconnaissance de leur travail et quasiment aucune latitude décisionnelle. Les profs ont l'impression de toujours être surveillés. »

La valorisation, ce n'est pas « mettre des photos de profs souriants sur les abribus en leur disant merci, ironise la syndicaliste. C'est aussi une question de confiance ».

À cet effet, elle donne l'exemple de « l'horaire à la minute » des professeurs, qui doivent enchaîner des tâches « pas nécessairement pédagogiques » en dehors de leurs périodes d'enseignement.

« C'est comme si on ne pouvait pas avoir une minute de plus pour corriger, dénonce Catherine Beauvais-St-Pierre. Comme prof, c'est insultant d'avoir l'impression que notre employeur pense qu'on va lui voler du temps, alors que la plupart des professeurs que je connais corrigent sur leur temps personnel, chez eux, la fin de semaine. S'il y a un problème en éducation, le vol de temps n'en est pas un. »

« L'enseignement, ce n'est pas linéaire, poursuit-elle. Il y a des semaines où on fait plus de planification, d'autres où on enseigne, d'autres où on corrige. Il y a aussi la gestion de classe. On a besoin de latitude pour gérer notre temps et ces tâches, tout en étant soutenus par des gens qui ont confiance en notre capacité à le faire. »

Exode des enseignants

Il n'est pas surprenant, alors, que plusieurs professeurs choisissent de se réorienter. « Ceux qui quittent l'éducation le font rarement parce qu'ils n'aiment plus leur métier », relativise Catherine Beauvais-St-Pierre.

La médiatisation des problèmes dans le réseau de l'éducation a aussi pour effet de repousser certains candidats qui auraient voulu faire de l'enseignement une vocation.

« Quand on voit les coupes et les désinvestissements en éducation, en général, le message que ça envoie, non seulement aux professeurs, mais aussi aux parents et à la population, est que l'éducation n'est pas une priorité, malgré ce que le gouvernement dit », résume la présidente de l'APPM.

L'éducation ne devrait pourtant pas être vue comme une dépense, mais comme un investissement dans notre société, soutient la présidente de l'APPM. « Je rêve qu'un jour, un ministre ou un premier ministre prenne le temps de rappeler aux Québécois que c'est un choix qu'on a fait, de se doter d'un système d'éducation public, mais que même s'il est gratuit, il coûte quelque chose à la collectivité et que c'est normal qu'on y injecte plus d'argent pour offrir des conditions de travail adéquates », renchérit M^{me} Beauvais-St-Pierre, qui considère l'annonce d'un réinvestissement de 540 millions

(https://www.ledevoir.com/societe/education/900865/sous-feu-critiques-quebec-reinvestit-540-millions-education?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) dans le réseau de l'éducation comme un « *show de boucane* ».

Immobilisme

Or, « on a l'impression que les personnes qui pourraient réellement changer les choses, dont le gouvernement, ne veulent pas voir les véritables causes, dénonce la syndicaliste. Elles préfèrent s'attaquer à des solutions *plaster* pour régler de petits problèmes, comme l'instauration du vouvoiement en classe ou l'interdiction du téléphone cellulaire à l'école ».

D'autres problèmes sont plus urgents, ajoute-t-elle. Il faudrait d'abord, selon elle, s'attaquer à l'école à trois vitesses, selon laquelle les écoles privées attirent les élèves les plus performants et les mieux nantis. Cette situation force les écoles publiques à développer des programmes sélectifs, ce qui laisse les élèves en difficulté, ceux issus de l'intégration et les plus défavorisés dans les classes ordinaires, pour lesquelles les professeurs manquent de ressources.

« De ressentir chaque jour que malgré tous tes efforts, tu n'arriveras pas à avoir ce qu'il faut pour bien faire ton travail, ça entraîne un sentiment d'impuissance, relève M^{me} Beauvais-St-Pierre. Et pour régler ça, comme tout le reste, ça prend du courage politique. »

Ce contenu a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, relevant du marketing. Les journalistes de la rédaction du *Devoir* n'y ont pas pris part.

Suggérés pour vous